

Michèle DETAILLE, présidente de la FEDIL :

«La sortie de crise exige une politique industrielle ambitieuse portée par le Gouvernement dans son ensemble»

Dans le cadre de sa réunion de rentrée, le bureau de la FEDIL a fait le point sur la situation de l'industrie, les enjeux politiques et les implications et conséquences de la crise COVID-19.

Politique industrielle ambitieuse à porter par le Gouvernement

La FEDIL se prononce pour une politique industrielle ambitieuse à porter par le Gouvernement dans son ensemble. Si la FEDIL approuve les mesures prises par le Gouvernement en faveur de l'industrie et de l'économie en général dans le cadre de la réponse COVID, elle voit néanmoins avec inquiétude certaines déclarations politiques récentes sur des investissements projetés, tels que Fage ou Google et sur l'orientation de la politique industrielle en général.

René Winkin, directeur de la FEDIL a ainsi déclaré : «Des pertes de productions et d'emplois s'annoncent. Elles devront être compensées si l'on veut préserver

le tissu industriel et redynamiser des productions locales. Les conclusions générales que le ministère de l'Environnement veut tirer du débat actuel sur l'implantation de nouvelles entreprises et le cadre réglementaire que la ministre souhaite appliquer pour s'assurer que toute nouvelle activité corresponde à une philosophie que je qualifierais de réductrice vont trop loin et reposent sur des préjugés non fondés.»

Michèle Detaille (cf. portrait), présidente de la FEDIL de rajouter : «Si les activités d'importation et d'exportation, l'achat de matières premières à des conditions abordables, l'embauche de travailleurs non-résidents ou l'existence d'activités financières d'un groupe industriel dans notre pays devenaient des critères d'exclusion de la future politique de développement économique, alors bonjour les dégâts. La politique industrielle doit être portée par le Gouvernement dans son ensemble. Elle ne peut être qu'ambitieuse».

La FEDIL entend jouer un rôle moteur dans la discussion de fond sur l'orientation de la politique industrielle du Luxembourg et sur son exécution cohérente.

La consommation des ressources naturelles mais aussi leur gestion par les pouvoirs publics, n'échapperont pas à cette discussion. Le Luxembourg dispose aujourd'hui de tous les instruments nécessaires pour adopter une politique industrielle que la FEDIL souhaiterait voir ambitieuse, à la recherche de gains de productivité, en utilisant les meilleurs moyens disponibles pour réduire son empreinte environnementale.

Thierry Wolter, vice-président de la FEDIL de préciser : «Nous devons à tout prix éviter que des législations axées sur l'environnement et destinées à le protéger, à juste titre d'ailleurs, ne fassent l'objet d'interprétations subjectives et non transparentes».

Aux yeux de la FEDIL, les lois, règlements et procédures en matière d'environnement ne doivent pas être instrumentalisés pour exécuter une politique industrielle plus sélective, alors que tel ne peut être ni leur objet, ni leur but.

Covid, suites et pas fin

Tandis que certaines industries affichent des carnets de commande bien remplis et envisagent même d'augmenter leurs capacités de production, la plupart des secteurs peinent à retrouver les niveaux d'activité d'avant-crise, laissant place, entre autres, au recours important à l'instrument du chômage partiel.

De l'avis de la FEDIL, les incertitudes ou les problèmes structurels auxquels de larges pans de l'industrie se

voient confrontés ne disparaîtront pas de sitôt. De récentes rencontres avec les dirigeants d'entreprise révèlent leur volonté de poursuivre l'activité d'exploitation avec des structures et des fonctionnements adaptés. La protection de leurs collaborateurs et partenaires face au risque d'infection lié au coronavirus est au premier rang de leurs préoccupations.

Libre circulation

La libre circulation des travailleurs et des prestataires de services est indispensable au fonctionnement de notre économie. Les restrictions imposées au Luxembourg par d'autres pays européens ont causé des perturbations et occasionné des retards préjudiciables aux entreprises qui dépendent des mouvements transfrontaliers. La bonne coopération avec les instances gouvernementales luxembourgeoises en général et l'accès rapide aux tests de dépistage pour les travailleurs en déplacement en particulier ont permis de limiter les répercussions négatives.

La FEDIL espère que la rentrée des vacances n'entraînera pas une nouvelle vague d'infections et de mises en quarantaine qui seraient de nature à freiner l'activité économique. «Si les règles d'indemnisation des travailleurs mis en quarantaine qui impliquent une participation des employeurs à raison de 20% sont maintenues en leur forme actuelle, elles causeraient des surcoûts non-négligeables aux entreprises», déclare la FEDIL qui n'a pas manqué d'attirer l'attention du gouvernement sur ce sujet.

The new FATCA and CRS landscape: A higher level of compliance and controls

By Eric CENTI, Partner, Nenad ILIC, Director & Anthony TREMBLIER, Senior Manager at Deloitte Luxembourg

For about 20 years now, the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) has been promoting the exchange of information for tax purposes as an efficient way to tackle tax evasion and aggressive tax avoidance.

To achieve this goal, the OECD's Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes created two standards: the exchange of information on request and the automatic exchange of information (AEOI). The second standard, which we explore in this article, is more commonly known as the Common Reporting Standard (CRS) and constitutes a network of more than 100 jurisdictions that have implemented the AEOI Standard (the Standard) for tax purposes.

The Standard was formally adopted in 2014 and the reporting obligation has applied since 1 January 2017 (the first year of exchange). To monitor and assess the Standard's effective implementation, the Global Forum conducted several assessments to analyze whether the legal framework in each participating jurisdiction conformed to the Standard. In addition, the Global Forum will also conduct "...peer reviews of the effectiveness of the implementation of the AEOI Standard starting in 2020⁽¹⁾".

These reviews will be based on the "Terms of Reference⁽²⁾" that specify the requirements for the Standard's effective implementation. These cover aspects of both the Standard's legal implementation and its effective operation in practice, in particular:

- The requirement for reporting financial institutions to keep records of the steps taken and any evidence relied upon for due diligence procedures for at least five years after the end of the period when an institution must report the information required under Section I of the CRS.
- The requirement for reporting financial institutions to put an effective administrative compliance framework in place to ensure the effective implemen-



tation of, and compliance with, the CRS. When these assessments are completed, the Global Forum will determine to which extent each jurisdiction has the legal frameworks in place and issue effectiveness ratings of each jurisdiction's implementation of the Standard in practice. According to the OECD, the legal determinations will be made in 2020 and the effectiveness ratings will be issued in 2021.

Meanwhile, in Luxembourg ...

In addition to the Global Forum's review, the Financial Action Task Force (FATF) will also conduct a peer review of Luxembourg to assess its levels of implementation of the FATF Recommendations regarding money laundering and terrorist financing regulations, another hot compliance topic.

A closer examination of both the tax transparency and the anti-money laundering regulations reveals they are strongly linked: the CRS, as well as the Foreign Act Tax Compliance (FATCA), were put in place to fight tax evasion of financial account holders by exchanging information with the tax authorities of their home countries.

The link between these regulation topics was even more clearly established in the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) Circulars 17/650 and 20/744, which foresaw supervised entities conducting several tests to detect



and report certain tax crimes committed by their clients.

Of course, aside from the CSSF, the Luxembourg tax authorities (LTA) have played a key role in strengthening tax compliance. In October 2019, many Luxembourg financial institutions received a formal request from the LTA to provide a list of information and documentation, including a description of the measures in place to ensure that their FATCA and CRS reporting and due diligence obligations are properly fulfilled.

The Luxembourg legislator went a step further by voting in, on 18 June 2020, a new FATCA/CRS law⁽³⁾ (the "Law") which introduces an explicit obligation for Luxembourg reporting financial institutions to keep records of any action taken and supporting evidence used to fulfill their due diligence and reporting obligations for 10 years.

The Law also requires Luxembourg reporting financial institutions to formalize their policies, controls, procedures, and IT systems to ensure they fulfill their FATCA and CRS due diligence and reporting obligations, which must be proportionate to the financial institution's size and specificities.

The Law also extends the LTA's investigation powers by enabling them to access, on request, records of any action taken, supporting evidence, policies, controls, procedures, and IT systems for



up to 10 years after the end of the calendar year in which the Luxembourg reporting financial institution is required to communicate this information.

Elsewhere

In France, the FATCA and CRS provisions were already expanded in 2017⁽⁴⁾ by granting the Autorité des Marchés Financiers (AMF) and the Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) the power to supervise the compliance of financial institutions. Financial institutions must keep all information and documentation that support the due diligence assessment performed until the end of the fifth year after the year the reports are submitted to the French tax authorities. Per the French Tax Procedures Code⁽⁵⁾, financial institutions must report to the tax authorities a list of account holders that have not provided their CRS self-certifications after a change in circumstances.

In Monaco, the AEOI guidelines were updated in May 2020 to further comply with the CRS. These changes are essentially linked to the control procedures that reporting Monegasque financial institutions are required to adopt. Reinforcing the obligations in terms of written procedures and documentation aims to facilitate controls to ensure financial institutions have effectively implemented the regulations. These measures shall ensure that customers or

intermediaries do not engage in circumvention practices by keeping for five years after the declaration a record of the steps taken and any evidence invoked as part of the due diligence process.

In the Cayman Islands, the Tax Information Authority Law was updated⁽⁶⁾ in February 2020. The main change was the "CRS Compliance Form" that the Department of International Tax Compliance released on 15 April 2020. This form constitutes a part of the assessments being performed in the AEOI peer review framework. Reporting financial institutions and trustee documented trusts will need to complete this form annually. This form will gather a high-level overview of the process and data points used by reporting financial institutions to apply the CRS, including the number of non-reportable accounts and some information regarding anti-money laundering/know your customer processes.

Considering the above developments in Luxembourg and abroad, reporting financial institutions are advised to review and potentially update their processes and procedures to meet the new requirements of the OECD, local regulators and local tax authorities.

In this respect, an efficient operating framework will be key to demonstrate compliance with FATCA and CRS in a reliable and provable way. This includes an organizational structure with defined roles and responsibilities; a tailored training program to ensure that relevant staff members possess the adequate skills and knowledge to perform their duties; well-defined and documented processes and procedures; a strong control framework; and robust record-keeping and IT systems.

1) <https://www.oecd.org/tax/transparency/terms-of-reference-for-aaoi-reviews.htm>.

2) <https://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-terms-of-reference.pdf>.

3) <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2020/06/18/a504/fo>.

4) Article 56 of France's Amending Finance Bill for 2017 (law n° 2017-1775 dated 28 December 2017).

5) Article L.102 AG of the French Tax Procedures Code and Decree No. 2018-569 of 3 July 2018.

6) [www.tia.gov.ky/pdf/Tax_Information_Authority_\(International_Tax_Compliance\)\(Common_Reporting_Standard\)\(Amendment\)_Regulations_2020.PDF](https://www.tia.gov.ky/pdf/Tax_Information_Authority_(International_Tax_Compliance)(Common_Reporting_Standard)(Amendment)_Regulations_2020.PDF).